

El Otro Correo
vous invite au

PRINTEMPS des PEUPLES EN LUTTE

**Vendredi 23 Avril
de 19H à 22H,
Espace Jean Dame,
17 rue Léopold Bellan
M° Sentier/ Les Halles**

"A l'écoute de la Pacha Mama"

**UNE CENTAINE DE PAYS CONFIRMENT LEUR PARTICIPATION A LA CONFERENCE SUR
LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES QU'ORGANISE LA BOLIVIE A COCHABAMBA**

La Paz, 13 avril, (RHC)--. Une centaine de pays ont confirmé leur participation à la conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et sur les droits de la Mère Terre, à l'appel du gouvernement du président Evo Morales. Le ministère bolivien des Affaires étrangères a précisé que plus de 15 000 spécialistes et responsables politiques prendront part à cette conférence qui se tiendra du 20 au 22 avril à Cochabamba.

Evo Morales qui a eu l'initiative de convoquer cette rencontre à la suite de l'échec du Sommet de Copenhague, l'an dernier, a annoncé qu'il proposera la création d'une organisation des peuples autochtones, en cas d'opposition des Nations Unies aux décisions de la conférence de Cochabamba. « Nous nous ferons respecter et pour ce faire, il faut créer une structure, une nouvelle organisation des mouvements sociaux » a relevé le président Morales, dimanche, dans des déclarations au réseau national de la radio et de la télévision.

Cette initiative serait accompagnée d'une démarche pour l'organisation d'un référendum mondial sur les droits de la Mère Terre, sur le rôle à jouer par les pays développés contre le réchauffement global et sur la mise en place d'un tribunal de justice climatique, entre autres.

ORGANIZASYON GWIANEZ DRWÈ MUN : O.G.D.M.
ORGANIZACÃO GUIANENSE DE DIREITOS HUMANOS : O.G.D.H.
GUIANIAN HUMAN RIGHTS ORGANIZATION : G.H.R.O.
ORGANIZACION DE DERECHO HUMANO DE LA GUAYANA



COMMUNIQUE N° 5

LA DECHIRURE DE LA GUYANE

La Guyane a connu différents statuts coloniaux à nos jours, La France comme une vache a extrait inexorablement des richesses incalculables sans contrepartie équitable au profit des Guyanais et des plurinationaux.

La Puissance administrative et ses multinationales arrivent à un haut niveau d'inefficacité en Guyane. L'hypocrisie de la République est encore la valeur du spatial, des ressources minières, fossiles, des biodiversités qui sont extraits dans la patrie de

Michel KAPEL, Félix BADE, Turenne RADAMONTHE, CEPEROU, d'Antoine LAMORAILLE, DIFOU.

Dans un esprit revancharde la République de la Pollution contraire à la Conférence de Copenhague poursuit une politique détestable du spatial en Guyane afin de préserver ses intérêts et ceux de l'EUROPE.

La Guyane un pays victime de discrimination :

- Médicale, ainsi un scanner tombe en panne au centre hospitalier, le patient bénéficiant d'un espace maker depuis deux mois à l'hôpital la MENARD en MARTINIQUE il ne peut prétendre à cet examen dans l'immédiat à la porte de l'ESA. Le client compte ses jours.
- Naissances inquiétantes de malformation congénitale d'enfants.
- Raciale Déficiência humaine : construction d'un pont dans la boue au lieu d'un pont aérien.
- Ethnique et Raciale. Des stagiaires domiciliés à REGINA, de la Maison Rurale à 106 kms de la Capitale font des stages en entreprise à Cayenne, elles déposent un dossier à la préfecture de CAYENNE qui ne délivre pas de récépissé.
- Les habitants de la Guyane privés ou munis de document subissent des humiliations, vexations de militaires au cheik point de BELIZON et d'IRACOUBO.
- Cela vous semble plaisant pas moi en tout cas.

- Refus d'inscription d'enfants à scolariser dans les mairies de St Georges de l'Oyapock, Matoury, Cayenne.
- Militaire. Remettre en cause les usages et habitudes des peuples autochtones par une prétendue bande sécuritaire par arrêté préfectorale. Cette pratique rappelle la Guerre d'ALGERIE dont Chon MAZZI m'a tant parlé de son vivant. Un témoin des rafles françaises en ALGERIE.
- Le Gouverneur en GUYANE, le sieur Daniel FERREY porte une atteinte grave sur l'inviolabilité du Fleuve Maroni en militarisant le MARONI.

La République Française met en danger la souveraineté nationale du Surinam par la présence de bases militaires hors de ses frontières naturelles.

Je juge inadmissible qu'une bande de bandits s'en prennent lâchement sur des ressortissants brésiliens soit de dignité humaine.

L'aggravation d'arrivée constante d'esclaves humains en provenance du BRESIL à destination de la GUYANE a permis à la PUISSANCE ADMINISTRATIVE, par conséquent la PREFECTURE en GUYANE, la GENDARMERIE de recourir aux sociétés utilisant des personnes faibles sans papier dans le bâtiment.

Le trafic d'enfants, de femmes, d'hommes dans la colonie une affaire juteuse pour tous les criminels. La GUYANE devient une porte ouverte pour le tourisme sexuel chez nous et vers les pays voisins. Je ne l'accepte pas.

Une faction de miséreux subit les interrogations musclées, confiscation de leur or et menu monnaie au centre psychologique de la Gendarmerie de CHATON à CAYENNE. Etat et militaires complices l'or doit revenir impérativement à la Guyane.

Sur le plan international l'arrivée démocratique de révolutionnaires au pouvoir en Amérique Latine un facteur de la maturité du peuple écrasé par une politique oligarchique et libérale.

Le Président démocratique ZELAYA du HONDURAS déposé par un golpe militaire, réfugié à l'Ambassade du BRESIL bénéficie de ma sympathie.

Au nom du peuple Guyanais j'adresse mes salutations fraternelles au peuple en résistance.

HAITI, les troupes brésiliennes doivent effectuer un retrait progressif dans cette nation nègre.

LA GUYANE ne peut être une arrière base des ennemis d'HAITI avec la complicité française.

GUYANAIS, GUYANAISES, PLURINATIONAUX VOUS ETES APPELES AUX URNES LE 10 JANVIER, IL VOUS APPARTIENT DE SANCTIONNER LA POLITIQUE DE DEPENDANCE, SOCIALE, ECONOMIQUE, CULTURELLE. LE 10 JANVIER 2010 OUI A L'ARTICLE 74.

PROJECTION DU DOCUMENTAIRE : SOBERANIA VIOLADA



Un voyage impressionnant à travers le département de San Pedro, un des plus pauvres du Paraguay, où les intérêts des grands propriétaires terriens (en majorité étrangers) et des multinationales déciment des communautés entières: Conséquences sociales et environnementales des grandes plantations de soja transgénique, de l'emploi massif d'agro-toxiques et du mépris des droits de l'homme

L'introduction clandestine des OGM au Paraguay

Le Paraguay est aujourd'hui le sixième producteur mondial de soja, le quatrième exportateur mondial et se place au premier rang mondial de la production de soja par habitants avec une moyenne de 727kg par an. De 1996 à 2006, les cultures consacrées au soja sont passées de moins d'un million d'hectares à deux millions d'hectares, soit une progression de 10% par an. Le plus surprenant de ces statistiques est que la culture du soja transgénique n'avait pas encore été autorisée légalement en 2007 au Paraguay alors qu'elle représentait la moitié des surfaces cultivées. L'expansion rapide du soja RR au Paraguay est due principalement à une coopération entre l'AAPRESID, l'association argentine des grands sojeros (producteurs de soja) réputé proche de Monsanto, avec leurs homologues paraguayens de la CAPECO. Les argentins ont fourni à leur voisin les techniques de culture du soja RR ainsi que des semences illégalement exportées et distribuées au marché noir sur le territoire paraguayen. Le gouvernement paraguayen a finalement du céder devant le fait accompli et a autorisé les cultures illégales afin de pouvoir tracer le soja transgénique, notamment dans un souci d'identification pour assurer les exportations vers l'Union Européenne, où les OGM restent interdites. Pour

comprendre comment les gouvernements ont du céder face à l'imposition illégale des OGM par les grands propriétaires, il faut se tourner du côté de l'histoire de la propriété foncière en Amérique du Sud. En effet la répartition des terres remonte à l'époque de la colonisation par les Espagnols qui s'attribuèrent de grands espaces agricoles connus sous le nom d'hacienda ou de fazenda en portugais. L'absence de réforme agraire et de répartition des terres n'a fait que reproduire au fil des années cette politique de concentration des terres entre les mains de quelques milliers de grands propriétaires fonciers devenus des caciques puissants de par leur richesse et leur assise territoriale. Par exemple au Paraguay 2% de la population détient 70% des terres et on trouve encore des domaines agricoles de 80.000 hectares alors que les paysans indépendants ont tout au plus des parcelles de quelques hectares à cultiver. Les dictatures qui se sont succédées au XXème siècle dans toute l'Amérique Latine ont souvent été appuyées par ces propriétaires fonciers opposés à la redistribution équitable des terres. Les services de police, au service des propriétaires, usaient de méthodes violentes pour réprimer les leaders de syndicats agricoles et pour faire taire toute revendication de redistribution. Aujourd'hui au Paraguay on estime que 60000 producteurs se partagent les cultures transgéniques, mais seulement 24% sont paraguayens, les restes étant des étrangers d'origine brésilienne, allemande mais aussi japonaise ou bien encore des « investisseurs internationaux, qui placent leur argent dans le nouvel or vert » pour reprendre l'expression du vice-ministre de l'Agriculture, Roberto Franco. Pour prendre toute la mesure du clivage entre les petits paysans traditionnels et sojeros, il convient de rapporter les propos de Jorge Galeano, le président du Mouvement agraire populaire (MAS) : « La technique des sojeros est toujours la même : d'abord, ils prennent contact avec les familles, en leur offrant de la nourriture et des jouets pour l'anniversaire des enfants. Puis ils reviennent et leur proposent de louer leurs lopins de terre en signant un contrat de trois ans. Les familles restent vivre sur place, en gardant un petit espace pour leurs cultures vivrières. Mais, très vite, elles sont affectées par les épandages de Roundup, alors les sojeros leur proposent d'acheter carrément leurs terres. Comme ces terres n'ont généralement pas de titre de propriété, car elles sont destinées à la réforme agraire qui n'a jamais eu lieu, les producteurs achètent des fonctionnaires bien placés à Asunción et deviennent ainsi les propriétaires légaux des terrains ainsi "libérés", comme ils disent. Arrivent alors les bulldozers qui détruisent tout l'habitat naturel de ces territoires très fertiles et, l'année d'après, c'est la monoculture qui s'installe. C'est pourquoi je dis que c'est une nouvelle conquête, car l'expansion du soja est basée sur l'élimination pure et simple de communautés humaines et de modes de vie. »

<http://www.combat-monsanto.org/>

L'esprit de la lutte: Sarayaku, un peuple contre le pétrole

[Corinne Arnould, Paroles de Nature \(France\)](#)

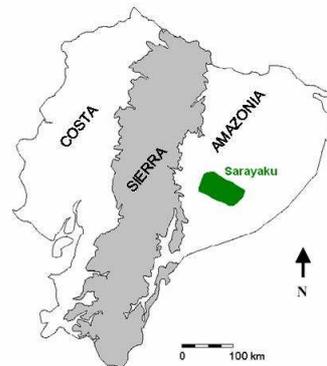
"Nous, nous demandons si un peuple petit comme le notre peut changer le monde. Peut-être pas ! Mais nous sommes sûrs que dans chaque cœur, il y a un peuple qui lutte avec la même force et si petit soit-il, nous sommes le symbole de la puissance de la vie." José Gualinga, Peuple Kichwa de Sarayaku Amazonie équatorienne.

Une détermination intacte

La déforestation est une réalité quotidienne pour les dernières communautés indiennes d'Amazonie : elle représente la mort de leur milieu de vie et la fin de leur culture. Parmi les causes, figure en bonne place l'exploitation du pétrole. Face à l'avancée des compagnies le peuple indien Kichwa de Sarayaku, en équateur, a choisi de faire face. Depuis plusieurs années, il refuse obstinément toute pénétration sur son territoire afin de préserver son héritage naturel et culturel. Le projet de ce peuple a ainsi une portée universelle ; son ambition est la valorisation de ses traditions, de son mode de vie, de ses croyances, de sa culture...

Les menaces persistent : le 8 mai 2009, le Ministère des Mines et du Pétrole Equatorien a notifié dans la résolution n°080-CAD 2009-04-20 la reprise des opérations d'exploitation des hydrocarbures dans les blocs 23 et 24

incluant les territoires du peuple Kichwa de Sarayaku et des communautés Achuar et Shuar de la Région Amazonienne. Inspiré par les Yachaks (Chamanes), le projet "Frontière de Vie" est la création sur le pourtour du territoire de Sarayaku, 300 kms de long et 135.000 hectares de forêt primaire d'une immense frontière d'arbres à fleurs de couleurs. Un symbole à valeur universelle émergera ainsi lentement de la forêt amazonienne, vivante incarnation du désir universel de paix et de protection de la Terre. Ce sera le message de tout un peuple, élan vital, expression de sa volonté farouche de préserver son mode de vie, mais aussi, de créer avec nous une vaste solidarité planétaire.



RENCONTRE FRANCO-BOLIVIENNE POUR UNE ECONOMIE EQUITABLE ET SOLIDAIRE

Nous, petits paysans producteurs, transformateurs et commerçants, représentants de diverses organisations, sommes présents pour échanger nos pratiques et les valeurs qui nous guident dans nos relations humaines et avec la nature. Ces valeurs culturelles, économiques, sociales et politiques sont le fondement même d'une économie populaire et équitable au service de l'être humain. On est arrivé à la conclusion commune que les problématiques sont partagées par tous les participants à la rencontre et que les luttes et résistances doivent s'organiser collectivement.

1- LE CAPITALISME, UNE SOCIÉTÉ DESTRUCTRICE DE LA NATURE ET DES ÊTRES HUMAINS

La mauvaise répartition de la richesse mondiale et l'uniformisation d'un modèle économique et culturel sont génératrices des inégalités post-coloniales à l'échelle planétaire. L'économie mondialisée favorise un productivisme sans limites, avec l'utilisation des produits chimiques, des semences hybrides et autres OGM. La surexploitation des ressources naturelles bouleverse les équilibres environnementaux tandis que les inégalités sociales s'accroissent. La crise globale a réactivé le débat autour des

préoccupations alimentaires et du rôle nourricier des paysans. Les négociations agricoles doivent sortir de l'agenda de l'Organisation Mondiale du Commerce pour permettre aux peuples de retrouver leur souveraineté dans leur choix politiques.

L'orientation du «bien vivre» inscrite dans la nouvelle constitution bolivienne est une voie à suivre. L'environnement économique participe à la destruction des solidarités et à la perte d'identité, accentuée par l'homogénéisation d'un modèle culturel basé sur des valeurs individualistes et consuméristes.

Le débat autour de la préservation de la planète est largement récupéré par les multinationales du «capitalisme vert». Le changement climatique est la plus forte manifestation de la non-durabilité des modèles de développement économique. Nous devons participer à la construction d'un projet politique universel basé sur la justice environnementale, par la reconnaissance de la dette écologique en luttant contre la marchandisation de la nature et des fonctions vitales de l'homme (eau, alimentation). Nous devons aussi participer à la maîtrise démocratique et collective des biens publics mondiaux (santé, éducation) afin de construire un monde meilleur pour tous sans aucune discrimination quelles qu'elles soient.

Les discussions à Copenhague (Décembre 2009) autour de la réduction des gaz à effet de serre (aménagement du protocole de Kyoto) doivent prendre la mesure des bouleversements climatiques qui impactent en premier lieu les pays du Sud et les populations paysannes des deux côtés de l'Atlantique.

2- PROPOSITIONS

- soigner et préserver la Terre Mère contaminée pour obtenir une nourriture saine dans une perspective de santé publique et éducative
- développer une économie au service de l'être humain dans le respect des générations futures et qui encourage la sobriété en lien avec la finitude des ressources naturelles
- sauvegarder et transmettre les savoir-faire traditionnels
- protéger et sauvegarder les semences et favoriser la biodiversité
- encourager une agriculture respectueuse de l'environnement et de ses paysans par la promotion de la souveraineté alimentaire
- avoir une éthique de comportement envers la nature, des êtres humains et de leur diversité culturelle
- promouvoir les échanges entre producteurs locaux, nationaux et internationaux dans la perspective de rapports non-marchands et de partage des connaissances
- encourager et pratiquer les circuits courts de distribution en participant au rapprochement des mondes urbain et rural par l'autonomie alimentaire de chacun dans la proximité
- promouvoir les échanges directs en s'organisant entre producteurs, transformateurs, distributeurs, usagers en limitant les intermédiaires et en assurant une transparence sur toute la chaîne
- contrôler les effets nuisibles de la technologie en la mettant au service de l'homme
- encourager la gestion autonome et les pratiques autogestionnaires
- participer à la conscientisation des jeunes sur la nécessité de la promotion de l'agriculture biologique à travers l'éducation et la formation de l'être humain
- participer à des recherches socioculturelles avant de proposer un projet de développement
- conserver et multiplier les exploitations agricoles à taille humaine de type familial
- chercher un nouveau modèle de certification sur la base de systèmes participatifs de garantie

3- ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

- Créer un comité de suivi et d'animation franco-bolivien pour coordonner les actions suivantes :
- Envoyer cette déclaration à d'autres organisations dans le monde et nos deux pays, afin d'élargir notre coopération et de fédérer nos différents réseaux
- Rédiger un document sur les conclusions de cette première rencontre
- Élaborer un site internet (avec un annuaire des organisations et des acteurs économiques, des documents, photos, forums de débats, etc.)
- Interpeller et soumettre des propositions concrètes aux responsables politiques
- Expérimenter des systèmes participatifs d'évaluation et de certification contrôlés par les acteurs eux-mêmes
- Soutenir des coopérations concrètes entre des travailleurs de Bolivie et de France
- Développer des banques de semences et des mesures de protection de la biodiversité
- Renouveler et renforcer les rencontres par un second rendez-vous co-organisé en mai 2010 par la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Etoile (France) et les organisations signataires de cette déclaration
- Fait à Yapacani, le 21 novembre 2009